

LAÏCITE ET SPIRITUALITE

La laïcité ne peut pas se résumer à la seule forme historique qu'elle prit au XIXème et XXème siècles, celle d'un anti-cléricalisme parfois exacerbé.

Même, elle pourrait se révéler, sous telle ou telle idéologie nouvelle, comme un vecteur de spiritualisation de la conscience.

Ce qui caractérise la philosophie laïque n'est pas une déclaration d'hostilité envers la quête intime de la raison ultime des choses; elle n'est pas la négation de la légitime interrogation de la conscience envers la cause première des phénomènes.

Certes, les formes historiques de la laïcité peuvent être très variables selon ce qui menace la liberté de conscience de l'individu.

Il peut arriver que l'hégémonie d'une institution religieuse prive tel ou tel particulier du droit de choisir et donc de se choisir, ici ou là, à telle ou telle époque.

Mais l'essentiel de l'esprit laïc, c'est autre chose : c'est la capacité à produire dans l'espace public l'occasion pour l'individu d'exercer sa liberté de conscience.

Il s'agit d'ailleurs non pas d'une connaissance mais d'une intuition au sens kantien. Cette exigence est a priori; elle préexiste à toute expérience et même à tout raisonnement sur ce que peuvent être les contenus autant de la vie privée que ceux qui relèvent de la vie publique.

Précisons ici que la caractérisation de la laïcité comme intuition ne doit pas nous interdire de la nommer, lorsqu'il s'agira de l'appréhender de façon plus opérationnelle à travers d'autres textes, en tant que "Triangulation". Mais ceci fera l'objet d'autres réflexions.

Face à n'importe quel réel, l'intuition laïque affirme la nécessité de rendre possible la Liberté de conscience, soit qu'elle contrecarre les certitudes d'une religion aux allures totalitaires, soit au contraire qu'elle révoque une idéologie du désenchantement où tout le réel s'épuiserait à travers un donné perceptible immédiat ou pire, à travers les sournoises ambitions d'un capitalisme à courte vue.

L'intuition laïque opère comme l'Etat, entendons lorsque l'Etat reste fidèle à sa vocation de servir l'intérêt général : elle emploie l'énergie de tous, elle mobilise les ressources de tous, elle retient le meilleur de chacun; cela à seule fin de produire un espace public grâce auquel chacun retrouve en droit ce qu'il a accepté de perdre en fait.

L'oeuvre la plus générale de la Laïcité est la République, entendue non comme simple espace public mais comme patrimoine d'institutions pédagogiques, politiques, culturelles destinées à éveiller les consciences.

Aujourd'hui, l'urgence est pour la République non pas de lutter contre l'hégémonie de telle ou telle religion mais de se prémunir contre son propre éclatement et contre l'éclatement de la société entre une multitude de confessions, affichant chacune ses propres certitudes fondamentales.

Les représentants de la République, croyant à tort respecter la liberté de conscience religieuse, n'ont pas vu émerger le phénomène communautariste, autrement dit le repli de chacun sur ses propres croyances.

Le totalitarisme religieux aboutit au même éclatement que le communautarisme : la guerre civile et l'éclatement de la République.

La République ne peut lutter contre la tentation fondamentaliste inévitable dans toute confession abandonnée à elle-même qu'en acceptant le dialogue spirituel.

Comment la république, comment la loi à vocation universelle, pourrait-elle donner le change aux certitudes absolues proposées aux croyants si elles ne cherchent pas à fertiliser le meilleur des réponses spirituelles proposées par les religions ?

Les faits sont innombrables où le fait religieux s'impose au fait naturel, sans discussion, sans nuances. Et cela se révèle parfois fatal à la liberté de conscience, et même à la paix publique.

Les exemples foisonnent : est-il permis de coucher avec une personne du même sexe ? Est-il permis d'avorter ? Est-il possible de disposer de plusieurs épouses ? La mort peut-elle s'administrer volontairement ? Est-il possible de se faire justice soi-même ? Tuer ou blesser quelqu'un appartenant à une autre confession peut-il être légitime ?

Sur des sujets lourds de sens, la réponse peut être précise et définitive :

Que se passe-t-il après la mort ou avant la naissance ?

Une transfusion sanguine est-elle possible ?

L'éducation d'un enfant doit-elle comporter tel ou tel type d'épreuve ?

La jouissance sexuelle est-elle un mal ? Quelles sont les pratiques possibles ?

Les crises d'identité nationale et individuelle, sous la pression du mondialisme, provoquent des angoisses, la quête de réponses. Chacun est tenu d'élaborer une identité, de trouver un modèle auxquels ne pourvoit plus la Tradition.

C'est à cette quête fondamentale que ne manquent pas de répondre les fondamentalismes. Et c'est à cette quête fondamentale que la République se doit d'apporter non pas des certitudes mais des espaces de réponses possibles.

Si la République refuse de s'engager dans la voie spirituelle, les religions quant à elles trouveront le terrain libre pour l'occuper politiquement : telle est la racine du communautarisme.

Il est probable que la plupart des croyants ne sont pas plus métaphysiciens que mystiques; leur attachement à leur confession prend sa force non pas dans la vérité – révélée ou non – qui leur est proposée, mais bien plutôt dans l'identité qui leur est ainsi garantie.

Un fondamentaliste est avant tout un croyant dont la République a réjeté le projet civil. La République est la plus puissante des communautés, à condition qu'elle ne soit pas l'otage d'une coterie, d'une confession ou d'un parti.

Elle est la plus puissante car elle est la seule communauté ouverte à tous. C'est la seule véritable fraternité pacifique.

Le fondamentalisme est une catégorie psychiatrique en ce sens qu'il procède d'un déni du réel. Elle installe l'identité fantasmée de celui que le pacte républicain a rejeté en marge du réel.

Le fondamentalisme propose toujours une hypervalorisation de l'individu à condition qu'il rejette le réel, qu'il fantasme son existence.

Nous n'oserions pas affirmer que ce fondamentalisme est spécifique à la démarche religieuse. Mais l'avantage de déclarer un irréel ou un surnaturel plus important, plus riche de bonheur et de promesses que le réel, ouvre quelques possibilités de domination auxquelles ne pourront jamais prétendre les groupes de domination économique ou politique.

Le modèle français ne peut fonctionner selon une logique de quotas à l'américaine, selon un découpage sociologique, ethnique ou confessionnel. La République n'est pas le produit d'une négociation entre croyances; elle est le filtre qui accorde à chaque croyance, à chaque confession, son caractère universel.

Lorsque la République a pour adversaire une confession, elle se doit de dénoncer les empiètements du fait religieux sur les relations civiles, commerciales entre les personnes.

Mais lorsque toutes les confessions se proposent de vivre juxtaposées les unes ou autres, à terme donc hostiles les unes aux autres, la République doit prendre l'initiative d'un dialogue spirituel avec toutes.

La République, sclérosée dans une image d'elle-même comme aurait fait n'importe quelle institution, a brandi ses vieilles incantations comme des épouvantails anti-fondamentalistes.

Elle s'est trompée; elle semble continuer de se tromper : elle n'a pas choisi le bon champ de bataille; ou du moins, elle a laissé son ennemi choisir le champ de bataille. Mais c'est un leurre. Le problème n'est pas de refuser la voie Spirituelle.

Au contraire, l'esprit laïc doit se tourner, enthousiaste et confiant, vers les Religions, quelque fondamentales qu'elles puissent être ou qu'elles aient pu être; et leur demander à présenter leurs oeuvres, leurs fruits.

Il n'est pas ici question d'aller jardiner mais simplement d'aller cueillir les fruits.

La République n'a pas à discourir sur l'arbre, ses racines ou sur tout le processus intime qui le nourrit. Elle a simplement à recueillir les fruits comestibles par tous, autrement dit, n'apprécier que le résultat pratique et universel d'une démarche religieuse.

La République ne retient du religieux que son fruit spirituel; elle ne s'intéresse en rien à ses lois, à ses croyances, à ses dogmes ou même à ses espérances.

Elle filtre de l'intimité religieuse ce qui seul peut se partager, se comprendre et s'apprécier pour celui qui reste étranger à sa démarche.

Sa vocation est de valoriser la liberté de conscience par les fruits que chacun apporte à travers l'exercice de la liberté de conscience.

Et la démarche spirituelle à laquelle engage l'institution religieuse produit souvent des fruits auxquels tous peuvent goûter.

Par analogie, c'est toute la différence entre l'échange amoureux et le viol : " il ne suffit pas de proclamer son amour et de l'imposer sans filtre, sans échange, sans consentement de la personne aimée, ce qui serait un viol et la domination de la volonté de l'amoureux au mépris de la liberté et des attentes de l'être "aimé"; mais la recherche de l'autre et sa rencontre en tant qu'être libre ". Il ne suffit pas plus de dire " je t'aime " dans une relation privée qu'il suffit de dire : " je détiens la vérité religieuse " dans un espace collectif pour être légitime.

Nous distinguons déjà trois champs où l'oeuvre spirituelle laïque s'accomplit ou peut s'accomplir : l'art, le silence, la méditation. Chacun pourrait faire l'objet d'un développement séparé.

L'on veut bien admettre que l'Art s'est affranchi du dogme religieux. Il provient du plus intime de l'homme et incarne son Mystère.

Pourquoi refuser à la Méditation, au Silence une telle évolution ?

La non-violence est un accomplissement spirituel laïc. Est-ce à dire que Gandhi en Inde, Lanza del Vasto en France, Martin Luther King aux Etats Unis, et bien d'autres encore, ont renoncé à la démarche religieuse ? Ils se sont rendus d'autant plus présents au coeur de la République qu'ils ont su nourrir un projet ouvert à tous avec une eau vive.

A terme, la juxtaposition des religions aboutira à une guerre civile, à une haine de l'autre, en tant que menace à ma propre intégrité culturelle, à ma propre identité; si la République ne valorise pas les fruits spirituels des religions.

En France, le ferment d'unité nationale du christianisme s'étant estompé, il est certain que l'identité nationale ne pourra pas se retrouver par une politique de quotas religieux qui s'apparenterait à un clientélisme refusé par les croyants eux-mêmes.

Non, la République du XXIème siècle sera l'oeuvre d'une Spiritualité laïque ou ne sera pas.

LA TRIANGULATION LAÏQUE

LA LAICITE N'EST PAS UNE CONNAISSANCE MAIS UNE INTUITION

Ce qui montre assez l'hypocrisie – à tout le moins le défaut de conviction – des mandataires du peuple, lorsqu'il s'agit de nommer leur obligation fondamentale, celle d'incarner l'exigence laïque, est leur incapacité même à en donner une définition plausible.

Il n'est que trop évident que ces élus, de toutes obédiences, n'ont pas suffisamment interrogé, médité, ruminé pourrait-on dire par une formule nietzschéenne, cette notion qui est avant tout une intuition.

La Laïcité s'apparente, s'il est permis de s'exprimer ainsi, à une idée régulatrice plus qu'à un objet de connaissance.

L'approche anti-cléricale de la laïcité est un rien éculée. Même réactualisée en ce commencement de troisième millénaire par l'observation des mouvements confessionnels inter-continentaux à grande échelle qui vont s'accélérant, cette définition n'a qu'une valeur historique partielle et inopérante.

Il est vrai que la laïcité, lorsqu'elle s'exprime dans l'ordre politique, apparaît avant tout comme la défense de la République, elle-même entendue comme l'espace d'égalité de droit entre tous les individus participant au contrat social.

Pour le dire en peu de mots et sans controverse possible, un responsable politique soucieux de protéger l'espace public des empiètements du fait religieux – ou qui se prétend tel – n'est crédible qu'à la condition d'afficher cette même détermination envers les prétentions de l'intérêt économique à envahir la sphère publique.

L'Homme laïc, véritable serviteur de la liberté créative des hommes, tient à bonne distance des espaces publics non seulement la vérité transcendante ou les hallucinations artistiques des clercs mais aussi l'idéologie de l'intérêt économique individuel.

Disons-le encore autement : L'homme laïc produit des lois universelles qui ne se fondent pas plus sur la parole divine que sur la fatalité du monde.

Pour rendre plus parlante notre définition, nous pourrions prendre l'exemple d'un responsable pédagogique qui dans la gestion d'une cantine scolaire, sera tout autant hostile à l'exigence de nourriture halal ou l'ostentation de signes d'appartenance à telle ou telle communauté religieuse qu'à l'impossibilité pour tel ou tel enfant de pouvoir se nourrir convenablement pour des raisons économiques.

C'est là tout l'intérêt de la blouse uniforme à l'école comme dans les lieux où compte d'abord le sens du service public, de l'intérêt général et l'égalité de traitement entre les citoyens. Dire cela n'équivaut ni à un souhait rétrograde, ni un syndrome d'égalitarisme républicain. C'est plutôt une façon métaphorique de renvoyer dos à dos la dérive économique et la dérive culturelle face à l'exigence laïque.

L'homme de la Laïcité ne cadre pas avec ce malentendu qui ferait de lui un républicain soucieux de démocratie. L'exigence laïque ne porte pas tant sur le mode de gouvernement que sur la séparation des pouvoirs.

Or aujourd'hui, la démocratie devient fictive à force de n'être plus qu'un pacte sans réalité, sans fondement, réduite au droit de vote. Elle est synonyme d'impuissance pour ne plus être en quoi que ce soit inspirée par l'exigence laïque.

Car l'exigence laïque c'est avant tout la séparation des pouvoirs. Mais il ne s'agit pas tant de la séparation exposée par Montesquieu afin de limiter l'absolutisme en politique que d'une séparation entre les pôles économique, culturel et politique.

Que le responsable politique vienne à laisser le pôle culturel, la religion notamment, imposer ses règles dans les espaces publics et noyauter les institutions; ou qu'il abandonne ses propres prérogatives au pôle économique, le plus souvent au marché, et voilà que tout se corrompt et que l'équilibre est rompu.

L'homme véritablement laïc a compris qu'il ne peut combattre le communautarisme religieux, autrement dit la tendance de tout groupe organisé autour d'un dogme particulier à vouloir nier toute autre forme de croyance que la sienne, sans combattre simultanément les prétentions de certains individus à se soumettre d'autres individus au nom de leur propre volonté.

Ni dogme religieux, ni marché en république : voilà la double devise de l'Homme laïc.

Aussitôt qu'il viendrait à lutter contre le dogmatisme culturel sans combattre le mercantilisme, il serait voué à l'impuissance républicaine dans la conduite de sa politique, puis à l'hypocrisie clientéliste envers les communautarismes, enfin aux solutions de force pour tenter de maintenir l'ordre public.

Car tôt ou tard, cette amputation de l'esprit laïc aboutirait à placer les citoyens dans des situations d'inégalité toujours croissante, autrement dit de domination économique pour les uns et de frustration pour les autres par le jeu du marché, avec comme résultat tangible la marchandisation de pans entiers de l'espace public ou de ce qui relève des droits universels de chaque individu : choix de la finalité de ses actes, préservation de l'intégrité corporelle, corpus de savoirs accessible à tous et règles civiques applicables à tous sans distinction.

Enfin, lorsque le mandataire politique a manqué de façon si grave à son obligation laïque – celle qui consiste à savoir dire non aux dogmes religieux et économique – les individus fondent leur identité à travers une communauté qui se défie de la République et qui accuse telle ou telle autre communauté d'être la responsable de tous ses maux, et même des maux universels.

De façon plus actuelle, c'est bien là le drame de la résurgence du réflexe anti-judaïque de certains groupes : s'organiser culturellement jusqu'à pouvoir désigner la communauté judaïque comme responsable du diktat économique.

Il est particulièrement cocasse de découvrir les commentaires irresponsables du milieu médiatique soucieux de dénoncer le dogme communautariste sans voir que les causes à l'oeuvre sont économiques.

L'actualité nous donne à voir que tel humoriste accusé d'excès "antisémites" ne serait applaudi que par des personnes naïves - disent nos échetiers – agacés contre " le système" mais surtout pas contre "le juif" rendu responsable.

Comment sont-ils aveugles, nos experts en opinions, au point d'aller nier le mécanisme fondamental qui est ici à l'oeuvre derrière le phénomène d'amplification du syndrome antijuif : C'est bien parce que le Juif est considéré comme l'auteur d'un certain système économique qui brime les peuples, et même les Nations, que l'humoriste place un ennemi bien précis derrière ses diatribes. Etre contre le système signifie précisément devenir antijuif.

Mais comment l'organisation politico-médiatique, en proie à l'autojustification idéologique permanente, pourrait-elle sans se suicider sortir de cette contradiction : dénoncer la dérive communautariste tout en acclamant le fatalisme de la marchandisation de toute chose.

L'anecdote illustre ici notre ambition de replacer le dépositaire de la puissance publique au coeur du Triangle Laïc : dénoncer l'imputation par un querelleur (un quenelleur disent certains) du malheur des peuples aux membres d'une communauté est méritant, à la condition de démontrer ce même souci envers toute forme de violence, à commencer par la violence économique.

Prétendre que le Marché fait loi est une hérésie laïque autant que le serait la proclamation d'une théocratie.

Clamer son impuissance face à l'argent, face aux faiseurs de richesses et prétendre tenir en respect les faiseurs de croyances culturelles ou religieuses, c'est choisir de se rendre complice d'une idéologie et se garantir la colère des peuples.

Et prétendre que la nécessité d'un désordre économique mondial vouant nos vieux peuples à la tiers-mondisation inéluctable doit s'imposer à toutes les politiques est une provocation suicidaire pour les gouvernements.

L'objection légitime et forte qui devrait être immédiate de la part de l'Homme Laïc, malheureusement si peu employée, se résume par un mythe : celui d'Hésiode.

Faisons ici le détour par cet historien pour bien voir où est la racine de la méprise qui a rendu presque contradictoires les deux formes de libéralisme pourtant nées ensemble : le libéralisme politique et le libéralisme économique, à tel point que le libéralisme économique par ses excès brime et stérilise le libéralisme politique.

Hésiode nous dit que Nuit a enfanté deux êtres : l'Émulation et la Guerre.

L'émulation met en concurrence les oeuvres des hommes, le produit de leur effort. Alors que la guerre met en concurrence les hommes eux-mêmes. Tel est le drame de cette concurrence directe et sauvage, équivalente à une guerre, que se font subir aujourd'hui les hommes d'un bout à l'autre de la Planète.

L'homme laïc sait qu'il doit privilégier l'émulation, favoriser des politiques de concurrence saine, d'abord à l'intérieur de ses frontières puis dans toute relation internationale.

Or, le mandataire des peuples fait précisément l'inverse : il encourage la mobilité internationale, par ses capitulations et par ses efforts, non pas dans le souci d'une plus grande fraternité mais avec celui d'une concurrence toujours plus féroce entre les hommes.

Et que les experts ne viennent pas annuler cet argument, d'ordre laïc, par leur habituelle antienne soi-disante libérale, en vérité capitaliste, qui n'est pas même recevable dans l'ordre économique : L'économie ouverte peut très bien apparaître comme une nécessité de développement et d'enrichissement pour tous, que ce soit entre deux bourgs hier ou entre deux continents aujourd'hui.

Les tenants de ce modèle capitaliste ont nommé cette règle la théorie des avantages comparatifs. Nous y souscrivons.

Mais à la condition d'avoir bien compris Hésiode, de pratiquer une "chrématistique" respectueuse des identités, des projets de chacun et d'avoir conscience que l'art économique a comme fruit laïc la Fraternité et non pas la concurrence déloyale.

Comment se pourrait-il, dans le scénario actuel qui est à l'inverse du scénario laïc, que privés d'identité tout en étant soumis à une fatalité économique, les innombrables individus n'aient pas le réflexe d'un repli communautariste qui leur apprendra avant toute chose à nommer leur ennemi, à désigner telle communauté comme la responsable de la domination économique.

Un communautarisme en appelant un autre, l'homme laïc en politique n'a pas à arbitrer entre les uns ou les autres. Il part de la République, reste en République et prend comme objectif la République, envers la culture ou envers l'économie.

Cette préoccupation laïque, définie ici dans son champ politique, a son équivalent dans les sphères culturelle et économique. Nous invitons ici notre lecteur à porter l'attention sur le texte d'un philosophe-artiste, écrit aux commencements de la "tiers-mondialisation".

L'auteur, Thierry Marié, avait intitulé cette dénonciation laïque, exprimée dans le champ culturel, "Ni Culture officielle, ni culture publicitaire : plaidoyer pour des académies autonomes"

Quant à trouver l'équivalent de la préoccupation laïque dans le champ économique cette fois, nous espérons ne pas trop charger notre lecteur en lui recommandant d'aller parcourir le Manifeste produit il y a déjà 30 ans, en 1994, du moins sa troisième partie où nous esquissons plusieurs directions économiques, plusieurs chantiers où incarner cette exigence laïque dans l'ordre de l'économie. Nous l'avons alors désigné comme "l'Economie civile de la proximité".

Voilà où est l'ardente obligation laïque, si nous nous recentrons sur la tâche de l'Homme laïc en politique : imposer son exigence morale non seulement au communautarisme vu comme effet, mais aussi à l'économisme en tant que cause de ce déséquilibre fondamental. La politique apparaît à la plupart comme une duperie. Et c'est bien normal puisqu'elle n'est plus que l'antichambre du pouvoir économique, la greffière d'intérêts strictement privés, la pourvoyeuse de toutes les contradictions entre libéralisme politique et libéralisme économique.

Un communautarisme en appelant un autre, l'on voit les partis politiques capituler face à n'importe quelle exigence clientéliste par peur du trouble à l'ordre public.

L'Etat, figure la plus imposante de l'expression politique de la laïcité, n'est plus qu'une girouette, prétendant vouloir lutter contre le communautarisme culturel (religieux notamment) tout en prenant toutes les dispositions qui facilitent le jeu d'une domination d'intérêts privés dans l'ordre économique.

L'exigence d'engager le jeu de la concurrence à l'échelon mondial exacerbe des tensions entre des identités culturelles antinomiques tout en favorisant la suppression de tout particularisme à l'intérieur des pays.

Tel est bien le sentiment d'impuissance dont nous souffrons alors même qu'est proclamée l'universalité de la liberté de l'homme seul : Hors d'une communauté religieuse ou culturelle, l'individu de la République serait condamné au malheur et à l'impuissance.

L'homme de la Laïcité a compris que la République est en équilibre entre le risque de dérive communautariste d'essence religieuse ou culturelle - il peut exister des totalitarismes qui ne réfèrent pas à Dieu mais à une simple idée sectaire voire à une lubie qui tourne à l'hallucination collective ou même à la régression tribale – et le risque de dérive mercantile où les égoïsmes mis en concurrence sauvage condamnée à une quête inextinguible de puissance et de jouissance pour les uns, de frustration toujours plus violente pour les autres.

Cet ordre triangulaire qui s'impose à l'Homme de la Laïcité fait voir un drame plus lourd encore que la simple oppression mercantile des peuples : lorsqu'une des trois dimensions de la Laïcité vient à être déséquilibrée, les deux autres dimensions sont immédiatement corrompues.

La pathologie laïque est toujours triple : ce qui apparaît comme un malheur politique a nécessairement son équivalent culturel et son équivalent économique.

Lorsque le mandataire politique a manqué à son obligation laïque, il se rend l'auteur de la plus grave des fautes politiques mais aussi le complice de déviations culturelles et de pathologies économiques.

Car l'homme a soif d'égalité en République, mais aussi de Liberté dans l'ordre culturel et de Fraternité dans l'ordre économique.

C'est au Coeur du Triangle Laïc que se trouvent les solutions, toujours triples.

Qu'il s'agisse de paix sociale et d'éducation, de développement économique ou d'éveil spirituel, cette intuition, cette triple vertu doit porter tous nos projets humanistes.

PHILIPPE SEGUIN, UN ENFANT AU COEUR DE LA REPUBLIQUE

Goethe nous affirmait que la beauté de l'enfant est de savoir devenir adulte, celle de l'adulte de savoir rester enfant.

Cet exercice est fréquent en art; il ne se rencontre presque jamais en politique.

Ce 7 janvier 2010, lorsque l'opposant lucide au Traité de Maastricht s'en est allé trop tôt, à force sans doute d'avoir fait de son corps le théâtre des violents à coups de son âme, la Nation se sentit

orpheline du grand homme, lui qui avait voulu vaincre sa propre tristesse d'orphelin en se faisant le serviteur infatigable et dévoué de la Nation.

Il sut donner tout son sens à l'école laïque, ouverte à tous les enfants de la République, quels que soient leur rang, leur origine, leur teint, lui qui fut l'un des plus méritants d'entre tous alors même qu'il ne pouvait plus compter que sur sa mère rendue jeune veuve par la disparition prématurée de l'Aspirant Robert Séguin.

Alors que l'horreur de la seconde guerre mondiale allait prendre fin, quelque part dans le Haut Doubs, voilà que ce jeune homme était "mort pour la France" comme aimait écrire le gamin Philippe lorsqu'on lui demandait la profession de son papa.

L'enfant né à Tunis, qui vivra son adolescence en Provence, comprendra qu'avoir le coeur français, c'est l'avoir assez généreux et assez grand pour l'ouvrir bien au-delà des frontières de l'Hexagone, lui qui répètera plus tard qu'il faut en finir avec cette "névrose de croire que les frontières séparent alors qu'elles unissent".

Cet enfant-là, en appartenant aux deux bords de la Méditerranée a compris dans sa chair que les frontières sont d'abord des portes, qu'elles ne sont jamais des courants d'air ou des murs.

Cette Tunisie, il l'aimait : c'est grâce à elle que son amour de la République ne fut jamais contradictoire avec le respect de toutes les communautés.

Et lorsque ce petit Français plus tard retournera régulièrement sur les lieux de son enfance, n'était-ce pas avant tout l'occasion de réaliser dans sa mémoire et dans sa chair son appartenance aux deux rives de la Méditerranée ? Et certainement pas d'aller faire allégeance au pouvoir fort du moment.

L'Albatros d'Epinal avait sans doute les ailes trop larges pour voler trop bas ou ailleurs que dans les grands espaces, mais les Vosgiens d'outre-Méditerranée sont témoins qu'avec ce Républicain-là chargé de la destinée du Pays, ils n'auraient jamais eu à ressentir l'ostracisme ni à revendiquer la victimisation qui ébranlent notre unité nationale aujourd'hui.

Un pupille de la Nation est souvent condamné au dilemme, dans sa quête d'identité, d'avoir à chercher des fantômes tout au long de son existence ou bien de devenir tout au contraire enfant de l'univers :

L'enfant Philippe blessé d'avoir perdu son père alors qu'il n'avait que 16 mois a su ressusciter à chaque moment de sa vie ce héros mort à 22 ans.

La Nation était sa chair et son âme. L'enfant vivait ce pour quoi son regretté père avait donné sa propre vie.

Philippe Séguin était capable de colères épiques, se gaussaient les Nouveaux Versaillais : comment en eût-il été autrement, face à tous ces dévoiements du sens de la responsabilité publique, de la part de cet homme de coeur, qui ne faisait violence qu'aux violences, qui ne haussait le ton que pour faire taire le bruit des conspirateurs et des menteurs.

Les signataires du "Munich Social", les pourvoyeurs de la fin de la souveraineté de la France, les puissances de l'établissement, tous ces vieillards auraient-ils voulu que l'enfant Séguin leur sourît en plus de souffrir à cause d'eux ?

L'Institution se fit unanime, ce matin du 11 janvier 2010 aux Invalides, pour le saluer, comme elle l'avait été pour le combattre : lui, l'Homme du Peuple, le jeune garçon méritant de l'école laïque arrivé au pinacle de la réussite scolaire avec comme seule éducatrice cette jeune veuve.

Je me souviens de ce visage grave où le regard était celui d'un enfant mélancolique, tel qu'un quotidien lorrain l'avait saisi alors que, Président de l'Assemblée Nationale, il se recueillait devant la stèle installée sur le lieu où son père "mourut pour la France".

Cette tristesse-là disait toute la profondeur de la blessure de l'enfance. Elle est aussi la souffrance du peuple silencieux qui n'a "comme seul bien que la Nation", aurait dit Jaurès.

Philippe Séguin, ce fut la loyauté filiale envers le courant gaullien tout au long de sa vie, quel qu'en fut le prix à payer. Des avanies, il eut à en subir, surtout de la part de ses amis politiques qui tout à la fois l'admiraient et le redoutaient.

Cruauté des ambitions politiciennes face à l'Enfant de la République soucieux de respecter ses adversaires : il eut le talent discret sous Pompidou pour ne pas déplaire aux caciques du gaullisme alors même que le Président de la République avait remarqué ce jeune chargé de mission; il sut ne pas créer de rupture lorsqu'il se joignit à la douzaine de quadragénaires soucieux d'aérer la vie politique; il sut faire taire sa dissidence aux côtés de Pasqua pour ne pas mettre en minorité une ambition moins sacrificielle que la sienne; il fut l'un des rares à rester fidèle à celui qu'on donnait vaincu, jusqu'à le porter au sommet de l'Etat grâce à la "fracture sociale" avec l'aide de son ami Guaino.

Et même, lorsque le président Mitterand finit par consentir à reconnaître en lui le véritable opposant à la voie funeste que Maastricht allait ouvrir - ce " véritable anti-1989" dont il fut l'intrépide pourfendeur - c'était encore par loyauté envers son challenger médicalement affaibli qu'il n'osa pas donner toute la mesure de sa force oratoire et intellectuelle.

L'eût-il fait retentir dans le grand hémicycle de la Sorbonne qu'il eût sans doute ravi les quelques milliers de voix référendaires, lesquelles eussent changé le destin de la France.

Coeur d'enfant assez profond pour exprimer la vérité mais trop tendre pour abattre ses ennemis.

Et comment ont-ils récompensé cette loyauté, tous ces hommes d'appareils ? Lors des législatives de 1978 ? Lors des assises du RPR à Strasbourg ? Lors de la constitution du Gouvernement de 1995 ? Lors des municipales de Paris ? Lors des Européennes qui suivirent ? Lors de la constitution de l'UMP ?

Pauvre Enfant si seul de la République...

Mais Philippe Séguin, ce n'est pas que la mélancolie; c'est aussi la joie simple, populaire, sportive, celle du football fraternel, celui des rues de Tunis mais aussi celui du Grand Stade de Saint Denis où se réalise, un soir de 1998, le rêve nourri pendant 40 ans de voir la France unir tous ses fils dans la plus belle et la plus festive des victoires populaires.

Ses tristesses et ses joies étaient celles du peuple, celles d'un enfant. D'un enfant qui a su par sa volonté, par son intelligence, par ses valeurs, par sa blessure, faire de son père le meilleur des héros, celui qui au fond de son coeur tendre est resté toujours jeune et invincible.

Nous aussi nous nous sentons orphelins de toi, Cher Philippe Séguin. Et nous voulons que tu vives à travers notre amour de la République. Lorsque tu parlais de ce lieu de toutes les Libertés, celle-ci devenait vivante. Tu te confondais avec elle. Pour tout cela, nous te remercions.

Cette voix irremplaçable était faite pour porter les colères de la République mais aussi pour faire résonner les grands éclats de rire fraternels dès qu'il se sentait en amitié avec un humble ou un compagnon.

La dernière fois que j'eus le privilège d'échanger quelques mots avec le grand homme, j'osai lui poser la seule question qui me brûlait les lèvres... et le coeur :

"Monsieur le Président, j'aimerais savoir si vous vous sentez seul ?"

"Je suis totalement seul" fut sa réponse.

Et bien non, Cher Philippe, ils t'ont abandonné mais tu n'es pas seul; tu vis dans le coeur du peuple.

Toi, l'enfant blessé de la République, tu as prouvé que la vertu est possible. A notre tour de promettre d'être fidèles à ton exemple de justice.

7 janvier 2014

LA NON-VIOLENCE, SEULE FORME D'INSURRECTION POSSIBLE POUR LE PEUPLE

Gandhi et son disciple français le plus accompli Lanza Del Vasto méritent d'être relus en ces temps de "morale émoliente" comme aimait à dire Philippe Séguin.

Lorsque l'homme voué au combat se met au service d'intérêts privés au détriment de l'intérêt général, mieux vaut alors parler d'un mercenaire que d'un guerrier. Et d'un milicien que d'une force policière.

Le combattant qui se fait l'agent d'une volonté particulière ne peut revendiquer le titre de guerrier qui est fondé sur des valeurs telles que la noblesse d'âme, le sens de l'abnégation, le respect de son adversaire, la loyauté, même le sacrifice.

Le guerrier est un homme de coeur qui incarne les valeurs qu'il proclame et qu'il défend jusqu'à la mort. La conscience de ces valeurs, dans un sens hégélien, vaut plus que sa propre survie.

Or, que voyons-nous ? Des guerriers conscients de leur mission qui doivent respecter et surtout obéir à une classe dirigeante dont les reculades, les abdications, les lâchetés expriment un tempérament aux antipodes des nobles valeurs qui sont celles du métier militaire, pour tout dire à des dirigeants qui ont besoin de mercenaires et surtout pas de guerriers.

Ce point est d'importance à l'aube d'une ère de fortes turbulences civiles. Il impliquera le moment venu d'interpeler directement les responsables de l'ordre public et de la défense nationale sur ce fondement, et non pas d'encourager le peuple à aller combattre à armes inégales et de façon contre-productive.

L'arme du peuple, c'est la non-violence. Ses formes les plus évidentes sont la désobéissance civile, le jeûne, la grève.

Si tel ou tel venait à prendre les armes, ce serait à la fois une erreur technique et une faute morale. En République, les armes existent pour ne pas s'en servir.

Toute utilisation des armes est un fléau civil. Qu'elles soient utilisées à tel ou tel moment ne suffit pas à en faire un idéal. Il faut savoir poser les armes au plus vite. Ne jamais perdre l'intention de revenir à la Non-Violence.

La Violence produit un vainqueur et un vaincu; la Non-Violence deux vainqueurs : elle fait d'eux des concitoyens, des frères, des amis.

Autrement dit, tout usage de la violence est inconciliable avec l'unité civile de la Nation.

Les valeurs de la résistance, celles de la non-violence et celles du guerrier sont les mêmes. Même si leurs formes extérieures peuvent faire croire qu'elles sont aux antipodes. Le mercenaire et le lâche sont les véritables ennemis du guerrier, du résistant et du non-violent.

Rien n'est plus affligeant que l'allure d'un lâche prenant alibi de la Non-violence, sinon celle d'un mercenaire jouant au guerrier.

Les circonstances et la capacité à rendre les moyens conformes à la finalité recherchée décideront de la forme sous laquelle ces valeurs vont s'exprimer.

Pour l'homme de la Non-violence, "la fin ne justifie pas les moyens". L'on ne peut vouloir la paix du coeur par la ruse et le mensonge. Et le guerrier est sans doute celui qui est le plus éloigné de l'esprit de ruse et de mensonge. Les experts en polémologie pourront objecter qu'il y a beaucoup de naïveté à souscrire à de telles chimères.

Et tel est le drame : Non seulement, par une funeste dérive, une forte majorité des mandataires politiques sont devenus les ennemis du peuple; mais aussi les services d'ordre – armée et police – sont convoqués sur des valeurs de moins en moins guerrières : recherche d'une situation de carrière tranquille et à l'abri du risque de chômage, obligation d'un rendement économique et statistique, obligation de subir des humiliations permanentes et d'adopter des comportements de faiblesse et de soumission à la violence illégitime, technocratisation de la guerre.

Un guerrier est un homme qui incarne des valeurs et qui obéit à des dirigeants qu'il respecte. A défaut, la défaite est garantie.

Il ne s'agit pas de faire l'apologie de la guerre, bien au contraire. Mais qui mieux qu'un Guerrier connaît le prix de la vie, prêt à mettre la sienne dans la balance.

Le peuple, en temps de Paix, a besoin de guerriers pour le protéger contre d'éventuels ennemis extérieurs. Mais dès que surgissent les troubles civils, a fortiori le risque de guerre civile, il s'agit que le guerrier reconnaisse à travers les démonstrations de résistance non-violente du peuple l'expression des valeurs qu'il défend : courage, sens de la noblesse et de l'intérêt général, recherche de la Paix.

La Non-violence est une haute exigence de la Conscience, la capacité à faire que l'ennemi dépose les armes car il n'y a rien à vaincre. Il n'y a pas d'ennemi définitif en face.

Mais tous ne peuvent pas incarner à chaque instant cet idéal si pur de la Non-Violence, devenir des Maximilien Kolbe ou des Gandhi lorsque l'iniquité et le désordre imposent de trouver des réponses.

Le réflexe de la vengeance, de la rébellion armée, de l'insurrection violente risque d'être redoutable, massif et brutal de la part du peuple français à qui sont imposés depuis plusieurs décennies mensonge, propagande et pitreries politiques, en particulier avec le phénomène truqué de l'alternance auquel seuls les plus endoctrinés acceptent encore de croire.

Il est clair que l'institution des partis a fait son temps, qu'elle est parfaitement discréditée et qu'il y a urgence désormais à ce que le peuple, partout où cela sera possible, mette en place une alternative républicaine et encourage les initiatives non-violentes.

La police d'abord, l'armée ensuite, seront traversées par le doute, par le risque de désobéissance. Mais de désobéissance à qui ? A quoi ?

Il s'agit que le peuple, dans sa diversité, avec la multiplicité de ses talents, montre sa réalité pacifique tout en refusant d'être plus longtemps soumis.

Il s'agit que la population civile démontre aux policiers et aux gendarmes, eux-mêmes issus du peuple, par ses manifestations de non-violence, par sa désobéissance civile sous de nombreuses formes à imaginer, qu'un Gouvernement est devenu illégitime et que l'autorité souveraine reprend ses droits.

Toute démonstration violente serait une erreur stratégique, elle serait le fait soit d'irresponsables et de séditionnaires à courte vue, soit de traîtres chargés de créer des troubles pour avorter un mouvement véritable de désobéissance.

Le risque de guerre civile est certes produit par l'injustice et la faute de gouvernants. Il convient de ne pas y ajouter la faute populaire en cédant à la tentation d'une insurrection violente qui signerait l'entrée dans une période de troubles et de réponses toujours plus fortes de la part des uns et des autres.

Cette spirale, il faut l'éviter à tout prix.

Elle ferait le jeu des véritables extrémistes, ceux qui dans les institutions et dans la rue prennent le peuple en otage d'une folie qui de verbale devient en général vite meurtrière.

La méditation sur l'oeuvre de Non-Violence éclaire sur sa proximité morale avec les valeurs du Guerrier et du Résistant.

La Non-violence est la seule façon pour le Peuple d'être un Peuple courageux, digne et libre sans se prendre lui-même pour son propre ennemi.

Veillons au moment où certains nous appelleront à l'insurrection violente à faire preuve d'un courage et d'une résistance plus efficaces : ceux qu'inspirent la Non-Violence.

Janvier 2014

COMMENT TRAHIR LES NATIONS LIBRES EN 4 ACTES ?

PETIT MODE D'EMPLOI A L'USAGE DES FAUX-MONNAYEURS PLANETAIRES

Chacun de ces quatre moments doit produire sa propre sémantique. Ou, pour être plus précis, chaque période doit fétichiser les choix idéologiques de la minorité régnante afin que le modèle de domination économique puisse fonctionner simultanément comme cadre politique et comme matrice culturelle.

Autrement dit la machine à écraser économique doit renforcer sa propre efficacité par une mascarade démocratique et par une propagande morale et esthétique.

ACTE 1 : FAIRE DU LIBRE-ECHANGISME MONDIAL UN PARADIGME

Le village planétaire doit devenir ce petit marché où les élites puissent se promener à leur guise.

Le reaganisme et le thatcherisme sonnèrent comme une ode à la libre-circulation des hommes et des capitaux à travers le monde.

Les accords du GATT, l'émergence de la toute puissance de l'OMC et l'abaissement des barrières douanières furent présentés comme le passage obligé de toute nation civilisée et respectueuse du seul ordre possible et imaginable.

Même la Chine dite communiste eût à montrer patte blanche pour rejoindre le club des bons élèves et pouvoir leurrer les vieux peuples dépensiers d'Europe et d'Amérique.

Certains "mondialistes" feignirent l'étonnement devant la politico-élasticité du capitalisme à n'importe quel régime car les moins salauds d'entre eux avaient tendance à tenir pour vraie l'illusion inventée pour leur bon peuple d'une adéquation entre Capitalisme et Démocratie, allant jusqu'à professer qu'à l'école du capitalisme, la Chine communiste finirait par promouvoir le respect des Droits de l'Homme. (Et malheur aux libres citoyens prétendant que le contraire ne manquerait pas de se produire et que sur le terrain de la guerre, il y a toujours une prime au plus dégueulasse.)

Nos bons petits VRP, Gérard Longuet et Edouard Balladur en tête, allèrent gaillardement vendre nos frontières de gaullois rétrogrades et même voulurent aller trop vite en besogne par la mise en place du projet de l'AMI (Association Mondiale pour l'Investissement.) qu'il fallut tout de même bien avorter : Dame, les peuples ont de ces pudeurs devant la modernité et la marche vers la Gouvernance Mondiale.

La désindustrialisation de la France conjuguée à une politique d'immigration sauvage et massive, entamée dès les années 80, avec son cortège de drames collectifs et sociaux en particulier dans les régions vouées au textile et à la sidérurgie, ne put évidemment que s'accélérer sous la pression de plus en plus intenable des produits venus de pays à bas coûts sociaux : Pays du Maghreb ou Turquie puis Pays de l'Est et évidemment de la Chine.

Cet enfantement du nouveau monde du capitalisme global fut et reste douloureux mais après tout la souffrance des peuples n'est-elle rien autre chose, pour les doctrinaires du "Consensus de Washington", qu'un ajustement structurel nécessaire.

Car il s'agit bel et bien d'une position doctrinaire, à certains égards même peut-être d'une hystérie religieuse : lorsqu'à ce point l'aveuglement idéologique prend le pas sur l'observation du réel, sur l'évidence du mal-être des peuples et sur l'affirmation des nations comme fondement de l'ordre inter-national, il faut comprendre que ce sont des esprits malades qui sont à la tête des institutions chargées d'appliquer l'orthodoxie mondialiste : FMI et Banque Mondiale, FED et BCE principalement.

Et avec cela, nos bienpensants donnent de la scientificité à leurs plans, ou pour parler leur langage, à leurs agendas : il en va du respect de la théorie, toujours corrigée, dite "des avantages comparatifs", source de la prospérité et du bonheur mondiaux.

Mais la réalité – que ces gens-là n'aiment pas - dit autre chose :

Les Pays de l'Est et du Maghreb, la Chine et l'Inde, avec des coûts de production "incomparables" ont certes un avantage comparatif mais au détriment d'une bonne partie de leurs populations et surtout de celles des pays "riches", dont le nôtre.

La mobilité des capitaux, plus rapide que la mobilité des hommes, bouleverse le jeu et bien malin qui pourra dire à quel pays profite un avantage comparatif dès lors que le "producteur" est un financier et que sa patrie, c'est le village planétaire.

L'on peut même anticiper et dire qu'à l'échelon planétaire – où il ne manque aux hommes que de pouvoir être mis en concurrence compétitive avec les extra-terrestres désormais – la théorie des avantages comparatifs reste valide : il y a bien un enrichissement global avec cependant un creusement des écarts de richesse entre villageois planétaires.

En un mot, la mainmise du GATT, en particulier à travers le cycle de l'Uruguay Round en 1994 qui s'est conclu par l'accord de Marrakech, a traduit la victoire d'une idéologie en même temps que l'accélération de la désindustrialisation de notre pays.

Notre décompétitivité à l'international ne pouvait qu'entraîner un certain déséquilibre financier, un chômage massif, l'augmentation des dépenses sociales par nécessité, autant que la baisse de la pression fiscale sur les plus fortunés par réflexe idéologique, autrement dit un effet ciseaux source de déséquilibre budgétaire dans les pays développés.

C'est là que s'ouvre l'acte 2 de notre formidable scénario d'un monde nouveau et paradisiaque : la dette.

2 : ENDETTEZ-VOUS MAIS AVEC NOTRE MONNAIE.

Une fois installée dans cette logique de déficit de compétition (comment peut-on être compétitifs avec de tels écarts de coûts de production ??? et ce ne sont pas les pantalonades des néo-libéraux ricardiens qui vont nous prouver le contraire.), fallait-il s'étonner que notre modèle équilibré entre cohésion sociale et rentabilité économique, issu des 30 Glorieuses, fût mis à mal ?

Il fallut réformer et nous réformames ! Mais cela ne put suffire.

Sur fond de mondialisme et de libre-échange absolu, quelles qu'en fussent les conditions déséquilibrées, il fallut ouvrir un second front contre la prétention des Nations d'Europe à assumer leurs propres destins de façon souveraine.

Ce fut la grandeur du projet européen, avec l'apothéose du Traité de Maastricht annonçant l'heure glorieuse de l'Euro, Monnaie Unique (alors qu'il aurait été si simple de promouvoir une monnaie commune.)

Et surtout, en clé de voûte de l'idéologie tiers-mondialisante, la création monétaire aux seules mains de la BCE, banque indépendante confiée à Monsieur Trichet, comme si ce brave gugusse avait voulu par son nom faire plaisir à Monsieur Allais comparant les banquiers à des faux-monnayeurs.

Il s'était fait les dents, ce bon monétariste, avec son hystérie du Franc Fort, quelques années auparavant, en tant que Gouverneur de la Banque de France...

Dans ce contexte de perte de compétitivité sous le joug idéologique du mondialisme, la France et d'autres Nations européennes furent priées de financer leurs inévitables déficits avec cette monnaie privée qu'est l'Euro.

Et les Marchés firent leur oeuvre : ils prêtèrent à des pays dépensiers et décompétitifs.

Il faudra tout de même nous expliquer un jour où les Marchés - tous ces méchants spéculateurs, traders et autres capitaux - trouvent l'origine de leur force. Ne leur a-t-il pas fallu à un moment ou un autre être eux-mêmes les débiteurs d'une banque ?

Et comme cela commence à se dire, du plus grand faux-monnayeur de la Planète, la FED ?

Est-il encore possible d'interrompre l'Office par des questions profanes, comme par exemple celle du rôle de Goldman Sachs : Les comptes de la Grèce ont été truqués en complicité, avec l'expertise

de Goldman Sachs. Comment alors Goldman Sachs viendrait-elle conseiller les spéculateurs dans le rachat des actifs de la Grèce. Nous n'osons croire qu'une chose pareille soit possible.

Nos vieilles Nations européennes sont endettées ! Le beau résultat.

La chose n'est-elle pas inévitable dès lors que le taux de croissance est inférieure au taux d'intérêts qu'il faut bien rembourser.

Qu'il suffise pourrait-on naïvement penser que les Etats se prêtent à eux-mêmes à très long terme à un taux d'intérêt extrêmement bas. Le bénéfice fiscal d'une telle politique compenserait largement le risque inflationniste que dénoncent les prêtres de l'orthodoxie mondialiste.

Même avec un taux de croissance très faible, il n'y aurait pas alors le risque d'un sur-endettement.

Sans faire partie du collège des experts économiques qui savent mieux provoquer les crises que les prévoir ou les désamorcer, les citoyens ont-ils encore le droit de concevoir la mise en place d'une monnaie, pour quoi pas fondante, à usage ciblé sur des produits et services non délocalisables, qui induirait une croissance endogène forte sans risque de perte de valeur.

Car l'épouvantail "inflation – démonétisation – dévaluation" qu'agitent les ultra-droitistes du "Marché" pour montrer aux Peuples l'enfer qui les guette, n'est recevable précisément qu'à condition de prendre comme dogme les règles de l'OMC de totale dérèglementation et d'interdiction d'établir des soi-disantes barrières douanières.

Disons-le ici clairement :

Ces vauriens, avec leurs escouades d'experts et de politiciens corrompus à leur solde, cherchent à halluciner les peuples. Ce sont les fabricateurs d'un "citoyen" mondial qui n'a plus ni âme ni corps. Car ils veulent une gouvernance mondiale de nature politique au motif qu'il faut maîtriser une économie mondiale.

A cette imposture d'imposer une domination politique sous couvert de nécessité économique, nous avons, pour un temps encore, la politesse de leur répondre en termes économiques : nous voulons quant à nous privilégier des monnaies publiques (ECU comme monnaie commune plutôt qu'euro comme monnaie unique, Franc Européen ou Deutsche Mark Européen à usage strictement domestique et à valeur fondante.), et nous voulons relancer au risque de l'inflation plutôt qu'à celui de la récession.

Mais prenez garde, Faquins de mondialistes, si notre réponse de citoyens de Nations Libres ne vous convient pas, alors que nous nous obligeons à parler votre langue économique, dont vous voudriez vous réserver le privilège, nous allons ensuite vous parler NOTRE langue, la langue politique qui elle ne se démonétise pas.

Nous vous demanderons d'aller vous faire lanlaire, comme les Bolcheviques ou les Malaisiens vous l'avaient autrefois demandés.

Nous ne serons pas aussi dociles que les Argentins qui se sont effondrés pour avoir écouté vos recommandations; puis qui se sont redressés pour ne plus les avoir écoutées et qui ont tout de même bien voulu, naïfs qu'ils étaient, rembourser leurs prêts.

Non, nous autres Français, sommes des sales types épris de liberté et nous sentons, avec notre habituelle arrogance et la conscience de notre histoire agitée, que la vraie valeur d'une Nation tient dans sa capacité à ne pas céder sa liberté.

Nous voulons vous dire toute notre lucidité et qu'à ce point de la ruse qui se joue, en ce deuxième acte, l'avertissement vous est donné : Ne jouez pas le troisième acte; il vous en cuirait.

ACTE 3 : COMMENT LES MONDIALISTES VONT SAUVER LE MONDE EN SUPPRIMANT LES NATIONS.

Et voilà où nous en sommes.

Notre classe politique fantôme s'agite et de sommet en sommet désendette au prix d'emprunts toujours plus hallucinants.

Quel est le discours de nos Zélites ? La croissance ayant été le dogme dont il n'est plus possible de sortir sans se suicider, financée par la dette, il faut désormais la payer cette satanée note des faux-monnayeurs !

Nous ne sommes pas à un oxymoron près dans ces milieux-là, adepte de la doxa paradoxale, et nous sommes donc priés de contrecarrer le risque de grimpette des taux d'intérêt qui viendraient alourdir de façon exponentielle notre dette et par conséquent heurter le credo monétariste.

Car c'est à l'Euro fort que vous devez votre bonheur, bande de peuples ingrats. Ne l'aviez-vous pas vu ?

Il va donc falloir faire des ECONOMIES : supprimons les fonctionnaires feignants (et je ne dis pas qu'il n'en existe pas mais enfin quelques-uns préfèrent travailler que s'ennuyer), saignons un peu cette classe moyenne qui sait si bien se taire et gagnons des marges pour nous DESENDETTER.

Mais pourquoi ne disent-ils donc pas plus simplement : " L'on va vous reprendre vos actifs pour peanuts. " ?

"Privatiser" serait déjà une expression plus heureuse pour parler de ce racket gigantesque.

Voulez-vous permettre aux citoyens que nous sommes d'être vulgaires et d'énoncer votre vulgate tacite ?

La voici :

ACTE 1 : Déréglementer la planète, favoriser à l'échelle mondiale la production la moins respectueuse des hommes, des Nations et de la Nature. Donner un avantage au Kapitaliste.

ACTE 2 : Jouer sur l'effet de vases communicants entre les économies émergentes-fourmis; et les économies riches-cigales afin de mobiliser les réserves financières des uns pour créer de la dette exponentielle chez les autres.

S'assurer de la complicité des Gouvernements, notamment en créant une immense zone franche qui s'appelle Union Européenne.

ACTE 3 : Les Nations ne pouvant plus rembourser les racketteurs appuyés par les faux-monnayeurs mondialistes, rentabiliser la trahison politique de la classe politicienne en mettant au pas les peuples, d'abord par des cures d'austérité puis à travers de vastes plans de privatisation.

ACTE 4 :

L'acte 4, c'est nous qui l'écrivons.

Nous annulerons une dette qui n'aurait jamais dû exister pour les trois raisons suivantes :

- L'argent privé prêté à des Nations libres par une poignée de faux-monnayeurs mondialistes ne peut pas être remboursé puisqu'il n'existait pas. Ou bien nous verrons à le rembourser dans l'exacte proportion dont les banques pourraient apporter la preuve entre les fonds propres dont elles disposaient au moment de la création de monnaie et le volume total de la masse monétaire mise en circulation. La FED et la BCE vont avoir à présenter leur comptabilité sans passer par le truchement de Goldman Sachs.

- Cet argent non seulement n'existait pas mais il a en plus été mis en circulation en permettant à ses détenteurs privilégiés d'avoir un avantage cumulatif par leur mobilité mondiale et défiscalisée.

- Les Nations auraient pu battre leur propre monnaie et ainsi, pourquoi pas, rembourser les dettes contractées en dollars et en euros, progressivement et par le rétablissement de vraies règles de compétitivité et de saine émulation mais non pas dans un contexte de règles de décompétitivité avant production et de rackett après production.

Nous constatons et répétons :

1. que vous avez organisé une guerre économique où les dés sont pipés;
2. que vous avez provoqué un endettement artificiel en Europe et que vous feignez de vouloir l'endiguer en le creusant davantage par le truchement de Gouvernements européens à vos ordres, reculant l'échéance d'une situation d'asphyxie totale tout en multipliant les plans d'austérité.
3. Que vous préparez le rachat à bas coût de tout ce qu'un pays peut compter d'actifs, de ressources, de biens matériels et immatériels, au motif que vous voulez vous rembourser partiellement.

Notre avertissement est sans appel :

Vous avez prêté de l'argent que vous n'aviez pas, directement à nos Gouvernements ou indirectement par les acteurs des Marchés qui sont votre clientèle. Nous vous rendrons ce que vous aviez avant que de le prêter.

Si cette honnête démarche ne vous convenait pas, nous irons vous chercher dans vos paradis fiscaux avant que vous essayiez d'acheter la force armée, une nouvelle fois au motif d'un mauvais partenariat entre puissance publique et intérêts privés.

Ceci est notre Agenda Populaire et Républicain.

Ete 2009

LA PENSEE UNIQUE, PUTAIN UNIVERSELLE.

Après le Crépuscule, il y a la Nuit.

Et la Nuit grouille d'Idoles.

Nietzsche aurait-il osé imaginer que la morale du ressentiment pût aller jusqu'à ne plus ressentir la morale ?

L'on ne doit pas s'y tromper : ce que nous nommons par trop vite la pensée unique est avant tout une Esthétique unique et une Morale Unique produites par une Pensée Nulle. Pas même Unique mais nulle tout simplement.

Ce nihilisme, cet épuisement de la bonne vieille morale d'Abraham et de Jésus, ce renversement des valeurs – et je parle comme Nietzsche parlait et non comme je crois et comme je sens – cette érosion jusqu'à la platitude de notre credo transcendantaliste, en un mot la Merdonité, a tout envahi.

Notre Epoque a réalisé le nihilisme total : le Spectacle du Néant n'a plus même de spectateur ; plus un seul être qui puisse se désespérer d'appartenir au Néant.

Notre sens de la vérité s'est émoussé à ce point que la vérité n'est plus un problème.

Nietzsche avait aperçu que la Science, toute matérialiste et positive qu'elle pouvait paraître en son temps, était encore une façon de croire en la Vérité, de reconstituer une religion, avec ses curés, ses rites et ses croyances. Et surtout de produire des valeurs à l'usage de tous ceux qui incapables d'être législateurs d'eux-mêmes et de leur propre vie, réclamaient un Dieu de substitution.

La Morale du bien et du mal avait trouvé à s'habiller de nouveaux oripeaux. Nous ne parlons pas du bien et du mal des origines, de la Morale des Maîtres et des Guerriers, des hommes bons par spontanéité et seuls capables de sentiments authentiques, animés d'une pure volonté.

Nous parlons ici de la morale du ressentiment, de la mauvaise conscience prise en charge par le clergé. Ce clergé qui de religieux était devenu, au siècle précédent, scientifique.

Mais a-t-on vu que le clergé, quelques décennies plus tard, de scientifique, est devenu le clergé de la jouissance ?

Encore quelques saisons et son fruit le plus vénéux allait éclore : le Progrès et son accomplissement individuel, le bonheur. Ce bonheur mesquin et précaire troqué contre le Bonheur Eternel et Parfait.

A défaut d'avoir de l'avenir, le Progrès s'était donné du présent. Il fallut croire les nouveaux Curés qui l'annoncèrent bruyamment : les Mœurs allaient se libérer.

Et les hommes sont devenus prisonniers. Les mœurs s'étant libérées, chacun put revendiquer son droit à jouir sans limite ;

Cette culture de la jouissance allait produire son double corollaire politique et économique. Car pour être efficace, un bon sermon doit atteindre la tête, le cœur et le portefeuille en un seul tir.

Le pendant politique de cet hédonisme de caniveau fut le démocratisme à tout va : chacun devait avoir les mêmes droits que tous, quitte à ce qu'aucun de ces droits n'ait plus aucun sens ni aucune substance.

Le pendant économique de cette morale fut la croissance érigée en valeur suprême. S'enrichir, s'enrichir toujours plus. Sans autre raison que celle de s'enrichir. Même, la morale de la croissance économique, de l'accélération de la production et de l'épuisement des ressources naturelles, ne pouvait prospérer qu'à travers ce régime démocratique. Le mécanisme même de croissance à l'infini exige ce démocratisme.

Chacun, prié de croire à cette nouvelle religion, pouvait espérer son propre salut : son enrichissement personnel et celui de sa descendance. Le savoir devait lui aussi se démocratiser en même temps que le rêve d'une ascension sociale.

La démocratie devenait le leurre de la nouvelle religion : travaillez et le paradis vous sera donné sur terre. Vous pourrez jouir toujours plus. Vous prendre vous-même en adoration.

Quelles valeurs une telle idéologie de la jouissance pouvait-elle produire ?

Il y eut bien quelques résistances politiques : certains ont contesté la forme d'enrichissement capitaliste qui rend quelques-uns un peu plus riches que les autres et les favorise d'une garantie de jouissance légèrement supérieure.

La dictature du prolétariat laissa croire pendant quelques années, ici ou là, que cette prétendue injustice allait disparaître et que l'Etat devenu enfin obsolète, nous allions revenir à une fraternité primitive.

Quelques désillusions et quelques dizaines de millions de morts plus tard, tout compte fait, chacun convint qu'on pouvait bien s'enrichir en s'accommodant d'avoir des riches et des pauvres réunis sous la même adoration de Mammon.

La Pensée Unique – qui répétons-le est une absence de pensée, une absence de projet et une absence de Volonté - inventa ses apôtres.

Ceux-là se prétendent, aujourd'hui encore les doctrinaires d'une expression de l'Universelle Liberté, les héritiers des Lumières, les Prêtres du Bien absolu, les Propagateurs d'un Idéal d'enrichissement des Nations et des hommes.

Ils sont simplement les Proxénètes d'une Pornographie planétaire. Et comme toute pornographie, vient le moment où l'attrait même de la jouissance disparaît.

Ces proxénètes mettent sur le trottoir, ou plutôt sur les plateaux de leurs émissions, à chaque instant et en tout lieu, une Morale qui n'est plus qu'une Putain.

Car c'est une Putain que cette « Pensée Unique » nous présente comme Figure de la Morale Nouvelle et Universelle. Elle veut continuer à nous faire jouir malgré nous d'une illusion ridicule.

Certaines Nations encore toutes jeunes au regard de cette Morale Planétaire, de cette croissance juvénile, ont la turgescence de la première Illusion. Ces pays affreusement appelés du Bric n'en sont qu'à leur séance de dépucelage.

Les Prêtres Nouveaux peuvent prononcer leur homélie à l'échelle planétaire désormais. Et demander à ce que l'offrande des peuples, signe d'acquiescement à leur credo, soit versée toujours plus abondante.

Il est clair que cette Pensée Unique n'est pas idéologiquement neutre. Elle est la nouvelle religion planétaire. Impossible de mettre le dogme en doute sans risquer l'excommunication, la privation totale et définitive de paradis sur Terre. Etre mis à l'index par ces ecclésiastiques équivaut à pire qu'un exil.

Et d'ailleurs pour s'exiler sur quelle planète maintenant que la peste de ces maquereaux a gagné la Terre entière.

Ces prêtres ont leur temples : le FMI, la BCE, la FED : Autant d'autels où leurs ouailles sont priées de voir la cause mystérieuse des heurs et des malheurs qui les touchent sans pouvoir rien y faire, comme autrefois les analphabètes avaient les vitraux pour se faire une idée de leur futur paradis sans grand moyen d'en contester quoi que ce fût.

Nous sommes restés des analphabètes de la morale et de l'idéologie. L'alphabet de la tromperie ne s'enseigne nulle part. Et cela aucun prêtre jamais ne le dira.

Les prêtres ont leur cantique. Qu'ils chantent matin et soir. Si certains ne le connaissaient pas encore tout à fait, le voici dans toute sa clarté :

Nos Maîtres qui êtes dans toutes les banques

Que votre mensonge soit crû de tous

Que votre Idéologie règne sur la Terre entière

Que vos plans de rigueur nous saignent de jour comme de nuit.

Donnez-nous aujourd'hui nos petites jouissances

Pardonnez-nous nos brèves dissidences

Comme nous pardonnons aux esclaves désobéissants.

Ne nous laissez pas gagner par le doute.

Mais délivrez-nous de la Liberté.

Mais nous, renégats des vieux peuples parvenus au point ultime de leur dégradation, soucieux de lever le regard vers le Ciel ou vers l'Avenir, savons que cette morale de ventriloque nous a suffisamment trompés.

Nous crachons sur toi putain de la pensée unique. Nous connaissons les narcotiques que ton proxénète utilise pour nous placer toujours plus sous ta dépendance.

Il y eut le pouvoir des cathédrales qui fit un peuple de croyants, une Eglise unie sous un dogme culturel. La foi faisait vivre et mourir chacun.

Puis vint le pouvoir des Palais et des Laboratoires qui fabriqua un peuple de citoyens par le dogme politique. La Raison permettait alors à chacun de vivre et de mourir.

Enfin, le pouvoir des Banques fabriqua un peuple de consommateurs. La Jouissance devint la seule raison de vivre, et de penser à sa propre mort aussi peu que possible, ou comme un scandale à peine plausible.

Mais quel que soit le dogme considéré, à chaque fois les prêtres usent de propagande et prononcent des excommunications pour quiconque vient à exprimer le moindre doute.

Les extases d'aujourd'hui s'appellent vitesse, puissance matérielle.

Notre Saint Barthélémy s'appelle 11 septembre.

La suprême magie, l'art d'accomplir des miracles est cette capacité à créer à partir de rien, ou du moins à partir d'un coup de crayon, des milliards. Et cette magie appartient aux seuls prêtres.

La Foi, la Raison et la Jouissance, voilà les trois véritables valeurs dont les prêtres ont usé selon leur façon d'empêcher l'exercice d'une Liberté vivifiante.

S'il vous faut une preuve de cette dérive, voyez comme autrefois même l'Homme d'Etat ou l'homme d'affaires devaient se conformer au dogme de l'homme d'Eglise.

Puis comme ce fut à l'Homme d'Etat, tel qu'à son apogée avec Napoléon, d'imposer ses vues aux deux autres sortes de prêtres. Le philosophe Hegel, le Penseur radical de la Raison, ne vit-il pas en Napoléon la Raison faite Chair.

Et nous voici aujourd'hui avec des Prélats et des Gouvernants qui doivent tout emprunter dans leurs discours aux Puissances de l'Argent, aux Banquiers.

A cela, notre seule réponse, notre seule vision de la Vraie Liberté, notre seul dogme est celui de la Non-Violence. L'art de la Non-violence est le véritable antidote à la pornographie de notre temps.

Eté 2009

POLITICIENS : PUTAINS OU PANTINS ?

La question mérite d'être posée : les Gouvernements élus pour défendre ce qui en chaque individu est inaliénable et ne peut faire l'objet ni d'une soumission à l'ordre culturel, ni à l'ordre économique, ces gouvernements ont à l'évidence failli à leur mission.

L'élu doit faire en sorte que l'individu soit aussi peu que possible dépossédé de son âme au profit d'un ordre culturel exclusif, ou dépossédé des forces de son corps au profit d'un intérêt économique. C'est pourtant tout le contraire à quoi on assiste. Mais lorsque le déséquilibre de cette exigence triangulaire est là, il corrompt l'ensemble des aspects de l'existence.

Car le dogme économique tend à produire sa propre morale et sa propre esthétique : la pure jouissance inextinguible qu'il s'agit de renouveler sans cesse par le jeu de la frustration (le cycle profit -> publicité -> mode -> aliénation -> insatisfaction -> profit est à la base de toutes les hallucinations collectives et la soif de "pouvoir") se donne toujours plus comme une morale universelle.

Les idéologues de l'économie prétendent précisément n'être pas des idéologues. Ils se disent " pragmatiques ". Comme si l'indexation de tout cursus pédagogique des jeunes esprits sur les

exigences mouvantes du marché relevait du pragmatisme et non pas d'une soif de domination et d'un darwinisme mal compris. Comme si le jeu de l'offre et de la demande totalement corrompu par les deux principaux poisons que sont la monnaie et le salariat, deux instruments d'essence politique mis au service de l'économie, correspondait à l'échange de libres consentements.

Evidemment non, l'homme politique d'aujourd'hui en se faisant l'agent du vouloir économique accélère la corruption de la sphère publique. Toutes ses autres politiques ne sont qu'un aveu d'impuissance.

Il n'est plus que le majordome chargé de soumettre les citoyens comme autant de domestiques. Certes, il leur verse des gages, de plus en plus parcimonieusement. Mais la monnaie appartient au maître et les domestiques mettent en oeuvre les volontés du Maître.

L'homme politique ressemble de plus en plus à une baudruche, certes élue par le peuple, mais avant tout nommé par les Maîtres du marché. Il parle au peuple et obéit au marché. Il est payé par le peuple mais ne jure que par la monnaie que lui accorde le marché. Le Maître de la demeure est celui qui possède la clé, pas l'invité ou l'importun à qui le Maître ouvre la porte. En économie, le Maître ne cherche pas tant à disposer d'argent qu'à frapper la Monnaie, à en être l'étalon.

Disons-le : le Politicien est la Putain du Peuple mais il est aussi et surtout le Pantin des banquiers.

Soucieux d'être conformes à la définition que nous avons donné ailleurs de la Laïcité, triangulaire et non pas monolithique ou dualiste, nous affirmons que la monnaie est le privilège de la politique en économie.

Or, par un acte de haute trahison envers le peuple, l'Etat a cédé cet instrument essentiel aux acteurs de l'économie. Tout le fétichisme attaché à la monnaie va désormais à des intérêts privés, et non pas à l'unité de la Nation.

Ne doutons pas au demeurant que l'aboutissement de cette dérive, aujourd'hui symbolisée par le phénomène de l'Eurodollar qui n'est que la même valeur apparaissant sous deux devises, sera l'éclatement des moyens de paiement et de spéculation à travers une profusion de cybermonnaies. Les intérêts privés seront pris à leur propre piège et la défiance généralisée envers ces valeurs privées, autrement dit ces valeurs très fragiles, conduira chacun à chercher une alternative monétaire.

Nous voyons bien – et le doute est de moins en moins permis – que les Politiciens sont les auteurs de la mascarade républicaine actuelle car ils ne sont plus que les fantômes du pouvoir économique. Ce qui égal à dire qu'ils sont les acteurs malgré eux tout à la fois d'une économie tronquée, d'une politique indigne mais aussi d'une culture dévoyée.

La triple réponse qui émergera – et qui commence à émerger malheureusement – sera le désordre public dans la sphère politique, le communautarisme et le fondamentalisme dans la sphère culturelle, la crise et l'instabilité en économie lorsque l'Eurodollar et le système bancaire privé ne pourront plus s'appuyer sur la complicité de leurs officines d'Etat bientôt.

L'Homme de la Laïcité pratique la vertu, se conforme à ses propres obligations. Il ne se fait pas l'instrument d'intérêts privés. Ni communautaristes, ni mercantiles.

Etre le pantin d'intérêts privés tout en se comportant comme une putain envers l'intérêt général, voilà le vice de l'

Homme antilaïc, voilà ce qu'il faut combattre.

Hiver 2013

UN PASSEPORT REPUBLICAIN, TROIS PASSEPORTS LAÏCS

Combien de malentendus ne faut-il pas supporter dans les discours d'aujourd'hui ?

Les fantômes qui s'agitent sur la scène politique brandissent le mot de laïcité comme le dernier rempart de leur dignité de représentant politique.

Mais voilà un mot auquel ils ont ôté toute sa substance.

A suivre nos raisonneurs, je crois saisir le mouvement de leur pensée, ou plutôt l'univocité de leur incantation : la République ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte.

Outre le fait que ce beau principe est quotidiennement écorné, il s'en faut de beaucoup qu'il suffise à répondre aux véritables défis de notre temps.

Voilà trois décennies que le législateur se débat dans la question de savoir si le port d'un foulard en lieu public est contraire au principe de la laïcité. Derrière ce fichu problème, s'enfilent toutes les variantes "sociétales" comme diraient nos chroniqueurs, liées à l'extension rapide des populations musulmanes : nourriture halal, refus de soins médicaux prodigués par le sexe opposé, essor de la polygamie de fait, édification de minarets, prières de rues. Notre raison laïque se révèle bien faible dès lors qu'il s'agit de dresser des garde-fous face à une autre religion que celle qui fut son propre terrain d'éclosion.

Il est des croyances où il est permis de considérer les affaires de ce monde indépendamment des injonctions venues du ciel. Mais certaines contrées sur Terre parlent des langues où Dieu est le sujet de toutes les phrases, parfois même où il devient auxiliaire et complément. S'il s'agissait d'une autre

catégorie intellectuelle que celle qui contient toutes les autres fonctions mentales, nous qualifierions un tel monodéisme de pathologie psychiatrique.

Voilà donc l'élus d'aujourd'hui, beaucoup plus à son aise dans l'exercice clientéliste, sommé de produire une définition universellement valable de la laïcité. Mais il s'avère qu'il peine à s'affranchir de la dichotomie historique entre pouvoir sacerdotal et pouvoir républicain.

Si cette définition universaliste devient si peu audible, risquons-nous à penser qu'elle manque peut-être d'universalité.

L'acmé des réflexions républicaines de nos élus se réduit souvent à répéter l'obligation de neutralité.

Ce qui nous importe est de dégager les conditions objectives à une meilleure expression de la Liberté individuelle.

Et n'oublions pas que si la Nature n'aime pas le Vide, l'Idéologie le remplit dès qu'elle en trouve.

La suppression de tout déterminisme spirituel serait une aberration, une négation de la nature humaine.

Ne voyons-nous pas que la seule morale, les seules valeurs venues remplacer celles, séculaires, du Christianisme, sont celles de la jouissance, de la croissance et de la concurrence sauvage entre les hommes, et non plus seulement entre leurs oeuvres.

L'Écologie apparaît-elle comme Morale laïque de remplacement ?

La "morale écologique" qui envahit les discours des bienpensants fonctionne d'ailleurs comme morale de remplacement, avec des valeurs du bien et du mal installées sur toute une série de contradictions entre ambitions humanistes toutes orientées vers un égalitarisme strict et le choix revendiqué de respecter les équilibres et les lois de la Nature qui sont toutes appréciées d'après un ordre parfaitement ethnocentré.

A titre d'exemples de cette contradiction" entre cette morale institutionnelle faite d'égalitarisme et la "pré-morale" visible dans les équilibres de la Nature, il faut noter le refus de considérer l'évidence de la Nature pour la reproduction homosexuelle : quels phénomènes les écologistes patentés ont-ils observé pour être à la pointe du "progrès social" et vouloir marier tous avec tous, selon le seul critère du plaisir pour ne pas dire de la jouissance

La haine idéologique des frontières ne paraît pas non plus très compatible avec le projet d'un bien-être auquel tous doivent pouvoir accéder ? En bref, les écologistes préfèrent le mondialisme source de toutes les injustices, de toutes les tensions et de toutes les enfreintes aux équilibres naturels à tout projet national respectueux des territoires et des hommes. Le choix idéologique semble clair et la contradiction là encore flagrante.

En art ou à l'école, le cœur de l'idéologue écologiste a pris comme prédilection de nier les différences entre homme ou femme, entre valeurs féminines et valeurs masculines. Il veut soustraire l'individu à toute forme de déterminisme. L'observation de la Nature en art là encore apparaît comme une diminution du génie créatif de l'artiste.

On le voit : l'égalitarisme strict chez l'écologiste laïc a comme corrolaire sinon la haine du réel, du moins le mépris de la Nature et de ses enseignements les plus universels, les plus évidents sur ce qui est bien, sur ce qui est mal, sur ce qui est possible et sur tout ce qui s'oppose à l'arbitraire d'une minorité humaine qui veut faire table rase de toute morale venue du fond des âges et installée au plus profond du psychisme humain autant que du corps.

On le voit : l'idéologie écologique est bien loin de pouvoir fournir la substance à une quelconque morale laïque. Elle est un refus du réel, un refus de la différence, un refus d'une "pré-morale" inspirée par le Respect de la Nature, celle-là même qui sert d'alibi à ses propres visées idéologiques.

Cela n'est pas sans rappeler l'idéologie communiste qui elle aussi fonctionnait sur la même dialectique d'éloignement et de contestation du Réel, qu'elle voyait comme produit d'une autre idéologie. Là encore, un bonheur était promis au prix d'une négation du Réel.

Ces deux idéologies - écologique et marxiste – ont su toutes deux évincer le Réel, ou du moins le refouler, pour promouvoir des valeurs fantasmées, sans histoire, sans racines. Celle d'aujourd'hui prend comme prétexte la Nature alors qu'elle la méprise; celle d'hier revendiquait la désaliénation de l'homme.

Toutes deux sont marquées par leur refus du Réel, qu'il s'agisse du Réel immanent ou du Réel Transcendant.

Et pourtant, rien n'indique un horizon de valeurs pérennes, universelles qui permettent de sortir du solipsisme de la jouissance pour la jouissance, de la croissance pour la croissance.

Ce fait de la jouissance, contrairement aux utopies soixante-huitardes, ne contient aucune "pré-morale" que les institutions pourraient prendre comme base. Ils contiennent en germe la guerre de tous contre tous, la frustration et son corollaire, la publicité, comme moteurs de richesse.

Ils ne peuvent produire que des autorités politiques mensongères, clientélistes, au service d'intérêts contradictoires; les régimes démocratiques qui en sont issus ne peuvent que niveler l'homme par le bas et flatter en lui que ce qui le dévie de sa véritable mission de réaliser la valeur-clé de Liberté dans sa double destination, au coeur du plus intime de la personne et au centre même de toutes les relations sociales.

LES 3 TORPILLES DE TONTON

Les journalistes aiment les mythes et ont jugé conforme à la doxa du moment d'en créer deux qui soient fondateurs, portant le nom de chacun des deux présidents de la république française à s'être succédés pour n'appliquer qu'une seule et même politique fossoyeuse de la Nation française : Mitterrand et Chirac.

Attardons-nous sur l'œuvre du premier car c'est lui qui a ouvert la voie et rendu possible le travail du second. Les occupants de l'Elysée qui suivirent n'étant déjà plus des acteurs politiques mais de simples baudruches publicitaires, chargés de mettre en œuvre l'impuissance publique dissimulée sous les fastes et les ors de la République.

Mitterrand a rendu possible l'émergence et la vivacité de l'idéologie d'aujourd'hui en ayant installé trois pièges, en ayant ensemencé et compromis le futur d'aujourd'hui par trois graines idéologiques.

Savait-il clairement lui-même ce qu'il était en train de préparer ou bien était-ce la ruse de la Raison – celle de l'histoire lue par Hegel – qui se jouait de son amour pour la domination personnelle sans partage ? La réponse à cette question impliquerait que l'homme de l'illusion du 10 mai 1981 eût quelques décennies de plus à vivre pour pouvoir mettre en vis-à-vis ses véritables intentions et leur résultat historique certain. A tout le moins qu'il eût à vivre jusqu'aux dernières émeutes de 2023 pour constater la beauté d'une philosophie mêlant européisme maastrichtien, cynisme politicien, dépravation morale et spirituelle.

Notre conception de la laïcité, exposée de multiples fois dans d'autres textes et sur d'autres enjeux, se révélera une fois de plus opérationnelle, qui repose sur une approche triangulaire où pôle économique, pôle politique et pôle culturel organisent leur exigences et leur actions respectives de façon plus ou moins équilibrée, de façon plus ou moins pathologique.

Répétons-le : Placée dans la perspective politique, l'exigence de laïcité implique de préserver de façon simultanée et indissociable chacun des espaces publics, voués à l'égalité de droit et de dignité des citoyens, tant envers les empiètements de la topique culturel – qui le plus souvent prend la forme plus ou moins avouée du religieux – qu'envers les empiètements de la topique économique.

Rappelons-le : chaque topique a ses règles et objectifs propres, qu'il s'agit de ne surtout pas confondre au risque de produire un totalitarisme qui aboutit nécessairement, par quelque pôle qu'il advienne, à l'exacerbation des trois formes de violences qui se conjuguent alors.

Le culturel procède de la liberté (avoir une « Weltanschauung », se donner une conception du sacré, organiser sa propre existence selon des choix humains, libres, qu'ils aient l'aspect du religieux, de l'artistique, du communautarisme ou d'une pathologie cérébrale) ;

L'économique procède de la fraternité (rechercher l'optimisation de ses propres ressources et forces par l'échange, la coopération, quelles que soient les différences culturelles ; autrement dit obtenir la paix et atteindre au bonheur maximal par la recherche du profit individuel) ;

Le politique a quant à lui pour force et pour objectif de tenir à distance aussi bien les dérives du culturel qui livré à lui-même aura tôt fait de laisser certains individus régner par l'illusion, les excès du sacré ou du délire intellectuel, que les dérives de l'économique porté naturellement à l'accaparement, dans son mouvement propre, des forces et des profits de tous au profit d'un seul ou d'une petite minorité.

Car tout déséquilibre entre ces trois pôles, qui sont tout autant des modes collectifs que des dimensions de chaque individualité, aboutit répétons-le à une pathologie générale.

Une dérive du pouvoir économique aboutit bien vite à une « marchandisation » outrancière de la dimension culturelle « (la publicité, le « star-system », les modes les plus grotesques sont symptomatiques de cette dérive), autant qu'à un travestissement des valeurs et du souci d'égalité (chacun pose ses caprices en valeur absolue qu'il entend imposer à tous, avec comme excès un minoritarisme de plus en plus délirant où la seule communauté qui vaille, in fine, est ma propre individualité, banale, moralement dépréciée, collectivement stérile.)

Or, quelle fut l'action véritable du successeur de De Gaulle ?

Elle fut triple :

Culturelle, économique, politique.

Culturellement, François Mitterand a valorisé et inventé le « vouloir-vivre ensemble » par la promotion de l'association « SOS Racisme » et adoubé Julien Dray (qui depuis peu feint tel Frankenstein de désavouer la créature qu'il a lui-même entretenue) et Harlem Désir pour instrumentaliser comme seuls des trotskystes savent le faire à travers des opérations de noyautage et d'entrisme le mouvement de révolte né de la « Marche des Beurs », ancêtre et préfigurateur de toutes les associations minoritaristes et communautaristes qui aujourd'hui foisonnent et prospèrent avec l'argent du contribuable.

Autrement traduits par certains, le phénomène s'amorçait qui permettait de passer du social ou sociétal, puis de la lutte des classes à la lutte des races.

Il y a une genèse de plus en plus évidente entre cette première « main », jaune comme l'était l'étoile portée par les Juifs, mise en effigie du slogan « Touche pas à mon pote » et toutes ces associations et groupuscules qui sans le moindre recul critique s'autoproclament les « acteurs du bien », qui invectivent tout contradicteur sans que le moindre questionnement moral soit possible. La simple éventualité d'adresser une remontrance sur la représentativité de ces mercenaires des «

nouveaux droits de l'homme « vaut condamnation, ou même « excommunication « puisqu'il y a une essentialisation comme l'on dit aujourd'hui, ou une sacralisation comme l'on a toujours dit, de la valeur reconnue comme la plus universelle portée par un groupe d'hommes.

Autrement dit, il y a le bien et il y a le mal.

Mais ce sont les descendants de deuxième et maintenant de troisième générations de SOS RACISME qui forment les congrégations de ces nouveaux clercs, que n'aurait par renié Torquemada tant leur zèle à propager le bien absolu promet de procès et de condamnations. Le fait que la violence morale ne soit pas accompagnée de violence physique n'est que provisoire.

La seconde torpille de Mitterrand, à retardement et à fragmentations multiples, fut la promotion de « Nanard », entendons de Bernard Tapie, paradoxe d'un homme voulu par le président de la république d'alors, qui avait tout pour déplaire à l'institution financière, laquelle peut-être n'aimait pas voir en lui sa propre caricature, la sauvagerie des manières du bonhomme faisant trop voir la sauvagerie des moyens et des fins du capitalisme.

Car Mitterrand devait à tout le moins faire surgir un homme du peuple pour montrer quel devait être l'idéal du peuple, entretenu pendant presque 2 ans dans l'illusion d'un socialisme keynésien qui avait été un échec retentissant. Cette proposition d'un capitalisme « populaire » idéalisé par un Bernard Tapie prédateur d'entreprises aux abois venait compléter l'arrivée du fringant Fabius en 2 CV, à peine nommée Premier Ministre par Mitterrand, dans la cour de l'Élysée, façon d'expliquer au peuple qu'à l'inverse de Bernard Tapie, un digne héritier de l'établissement le plus installé pouvait trouver à son goût de rouler dans la voiture de la populace.

En somme, la mythologie d'opportunisme mitterrandienne affichait le croisement entre l'Olympe venue s'humaniser en 2 CV et la plèbe promue au paradis du capitalisme.

Car derrière le paravent « Tapie », il ne faut pas s'y méprendre : c'est bel et bien le capitalisme le plus insolent, le moins « laïc » que Mitterrand entendait promouvoir. Cette conversion au capitalisme ne devait tout de même pas avoir un air trop institutionnel. Tapie avec ses rodomontades, ses bons mots, sa gueule et sa gouaille populaires, fut une belle trouvaille de Mitterrand pour faire oublier son grand échec d'un socialisme au service du peuple.

L'europhisme exacerbé qui permit aux centristes mous de toutes obédiences de trouver leur chapelle, fut la suite naturelle de cette dérive.

Mitterrand avait excellé dans l'art du politique pour éliminer la grandeur du politique et permettre que sa haute mission fût corrompue par les deux bouts, autrement dit par les proxénètes de l'économie et par les prostitués de la culture.

Pour être complet, il faut ajouter à ces deux premières torpilles la troisième qui pour le coup est de nature politique : l'invention du diable le Pen.

Le Florentin à la rose eût en Jean-Marie le Pen, bien malgré lui, son meilleur allié. Ce personnage tout entier imprégné de sentiment patriotique et traumatisé par la guerre d'Algérie, fier de son antigauillisme, avec tout ce qu'il faut à un visage de patibulaire pour être un repoussoir à la morale émollissante, voilà la matière première de laquelle sortit, grâce à l'utilisation perverse du scrutin proportionnel aux législatives de 1986, l'invention d'une extrême-droite de papier.

Mitterrand savait parfaitement - lui qui avait connu de très près, jusqu'à la boutonnière, la véritable extrême-droite - que par l'alchimie mensongère d'une extrême-droite fantasmée, derrière le simple soubresaut de la guerre d'Algérie, il pouvait répudier durablement tout voisinage avec n'importe quel propos tenus par Jean-Marie Le Pen comme incompatible avec les « valeurs républicaines », slogan qu'allaient ânonner pour plusieurs décennies tous les sociaux-démocrates carriéristes et acquis à tous les mots d'ordre les plus flasques.

Autrement dit, Mitterrand savait qu'en excommuniant une partie de la droite il créait deux droites fictives : une droite qui devait apparaître dans l'imaginaire collectif - et dans les veuleries des chroniqueurs - comme la postérité des fascismes du milieu du siècle et de leurs horreurs ; une autre droite condamnée à l'émasculatation et par conséquent à n'être ni de droite ni de nulle part ; mais simplement suiviste, fataliste, carriériste.

Chirac en ayant affiché ses pudeurs de vierge républicaine et refusé toute joute avec son poursuivant du second tour à l'élection majeure de 1995 a accompli jusqu'à son terme le dessein de Mitterrand de rendre plausible cette fiction d'une extrême-droite dangereuse mais également et surtout d'obérer pour plusieurs décennies toute forme de continuation de l'intuition et de l'exigence gaullienne. Le représentant charismatique de ce péril politique inventé de toutes pièces par Mitterrand devenait la figure emblématique de tout ce qu'il ne fallait pas dire, de tout ce qu'il ne fallait pas faire, de tout ce qu'il ne fallait pas être en politique : défendre l'identité et les valeurs de la France !

Depuis cette date, chaque gaulliste soucieux de tenir la bonne distance avec ce péril politique voulu par Mitterrand, a su se montrer aussi peu gaullien que possible.

Ce fut même par cette abdication que pouvait se mesurer la fréquentabilité et l'éligibilité de n'importe quel aspirant aux fonctions majeures de gouvernement en France.

Seule exception notable à cette règle, susceptible par son charisme et son honnêteté de braver les oukases publiés régulièrement depuis : Philippe Séguin.

Là encore, ce fut Chirac qui paracheva l'œuvre mitterrandienne de destruction de la Nation française : la nomination de Juppé comme social-démocrate tout en fadeur technocratique, ou plutôt eurocratique, en lieu et place de celui qui aurait dû recueillir les fruits de sa loyauté lorsque tous avaient comme un seul homme appuyé la candidature du traître Balladur, cette nomination signait la rupture définitive du parti gaulliste avec les valeurs gaullistes.

Il ne restait plus à tous les caciques du RPR, devenu UMP, devenu LR, qu'à surenchérir dans cette dépravation des valeurs véritables qui faisaient de la France une grande Nation respectée, indépendante, susceptible de féconder une Europe diversifiée, forte, pacifique et interlocutrice véritable dans un monde véritablement multipolaire.

Aujourd'hui, ces trois torpilles, culturelle, économique, politique apparaissent pour ce qu'elles ont été : une entreprise d'anéantissement de l'identité française, mise en place par Mitterrand. Elles font voir désormais, 40 ans plus tard, toute leur nocivité, pour ne pas dire leur monstruosité.

La politique n'est plus qu'une affaire de communicant, les Nations européennes ne sont plus que le jouet d'une idéologie qui fait du Vieux Continent la simple réplique affadie des Etats-Unis et pour tout dire, son cabot hargneux, suiviste dans des guerres qui devraient lui être parfaitement étrangères, servile à tous les mensonges d'une idéologie européiste et islamo-financière.

Cette actualité d'une Europe envahie par l'Afrique et meurtrie par le primat d'une financiarisation, d'une marchandisation de toute relation, cette France qui se haït et qui veut se faire haïr comme pour expier un crime inventé, comme pour se débarrasser d'elle-même, de sa propre identité tout en proclamant inaliénable le moindre droit de chaque groupuscule sur n'importe quel point de son territoire ou de la planète à être préservé à tout prix : tel est le résultat de l'œuvre véritable de Mitterrand .

Ces trois figures voulues et promues par Mitterrand : Harlem Désir, Bernard Tapie, Jean-Marie Le Pen, sont les harpies de notre Temps, les trois marionnettes qui ont permis à l'Histoire véritable de tuer l'âme des peuples d'Europe. De proclamer la laïcité tout en l'installant sur un trépied hostile à toute forme de laïcité.

Il y a trente ans, j'écrivais au moment de l'acceptation, grâce à des assauts inédits de propagande, du traité funeste de Maastricht : « La France sera tiers-mondialisée par ce traité ! »

Malheureusement, j'avais raison et je le regrette infiniment.

Lorsqu'on a 17 ans le 10 mai 1981, il est difficile de ne pas rendre justiciable le grand illusionniste Mitterrand, 42 ans plus tard, de tous les rêves assassinés, de tous les échecs déniés, de toutes les dérives où la France s'est perdue alors que le monde avait besoin de sa propre originalité salvatrice, d'une alternative laïque et vivante aux totalitarismes qui viennent, qu'on entend gronder déjà.